

et ont donné de l'emploi à des milliers d'ouvriers. Tous les travaux exécutés ne peuvent qu'ajouter à la valeur de la propriété nationale, car il ne faut pas perdre de vue que toutes ces voies ferrées restent à la province et que les trois quarts du capital requis pour ces grands travaux sont fournis par des capitalistes européens. C'est déjà une grande compensation pour les sacrifices que nous nous sommes imposés pour assurer le succès de ces entreprises.

Sans un système de voies ferrées, on peut facilement se rendre compte de la position que la province occuperait dans la Confédération, car elles sont le grand facteur de la distribution des produits et ont pour effet de mettre en relation le producteur et le consommateur. Les résultats de cette politique sont évidents, à preuve, les progrès qu'a faits la colonisation dans les parties les plus lointaines de notre territoire et la facilité avec laquelle les produits destinés à l'exportation atteignent le point d'expédition.

Où en serait le commerce de la province de Québec si les grandes lignes telles que l'Intercolonial, le Grand Tronc, le Pacifique Canadien et les autres lignes qui les alimentent ne convergeaient pas toutes vers les différents ports de mers canadiens et américains ?

Depuis quelques années, les voies ferrées se sont prolongées sur notre continent jusque dans ses parties les plus éloignées et ont ouvert au commerce et à la colonisation de grandes étendues de terres fertiles qui étaient considérées autrefois comme inaccessibles.

Les sacrifices pécuniaires que s'est imposés la province pour obtenir un réseau de chemins de fer seront-ils les seuls qu'elle sera appelée à faire ? Je ne le crois pas, car il y a encore certains chemins non achevés qui seront d'un grand avantage pour les régions sur leur parcours, et dans un pays comme le nôtre, avec d'immenses étendues à coloniser, il n'y a pas de doute que si nous voulons livrer à l'exploitation les richesses de notre sol, nous serons obligés de faire de nouveaux sacrifices au fur et à mesure que l'extension de notre système de voies ferrées se fera sentir.

Notre état financier, dans le moment, ne nous permet pas de songer à venir en aide à ces entreprises, mais le jour viendra, et il n'est pas éloigné, où le gouvernement, quel qu'il soit, sera vivement sollicité d'encourager, sous une forme quelconque, l'extension de voies ferrées vers de nouvelles régions ; mais qu'on veuille se rappeler que sans de nouvelles sources de revenu il est moralement impossible de songer à se lancer dans cette voie, car cette politique entraîne de larges déboursés qu'il faut couvrir par des emprunts qui augmentent naturellement la dette et le service des intérêts. Il sera alors du devoir du gouvernement du jour, de bien faire comprendre au peuple les conséquences d'une telle politique, vu que ces entreprises ne peuvent être encouragées qu'à la condition que les contribuables soient disposés à faire leur quote-part de sacrifice.

LA POLITIQUE FINANCIÈRE DES CONSERVATEURS.

Je me propose maintenant de passer en revue la politique financière de nos adversaires. J'avoue, M. l'Orateur, que sans s'arrêter